



L'ÉVÉNEMENT

21 mesures pour sauver les maths

Présenté ce lundi, le rapport de Cédric Villani et Charles Torossian sur l'enseignement des maths veut mesurer les progrès des élèves via des tests.

SI LA FRANCE, très réputée pour sa recherche en mathématiques rafle les médailles Fields, la situation à l'école est pitoyable. Les évaluations des compétences mathématiques mettent en évidence de sérieuses lacunes chez les élèves. Plus de 40 % n'ont pas acquis les connaissances de base relatives au calcul mental et aux opérations sur les grands nombres et les décimaux en fin de CM2.

En vingt et une propositions principales, le rapport du mathématicien Cédric Villani (député LREM de l'Essonne) et de Charles Torossian (inspecteur général), chargés en octobre par le ministre de l'Éducation de donner « l'appétit » des maths aux élèves, préconise de remettre des maths partout, tant dans la formation initiale que continue des enseignants. Un tiers des professeurs des écoles n'est pas à l'aise avec l'enseignement de cette discipline. Aussi le rapport recommande-t-il la mise en place d'une licence à caractère pluridisciplinaire pour ces enseignants, aujourd'hui issus à 80 % de filières de sciences humaines. Autres recommandations : la création de « laboratoires de mathématiques » et une analyse des très nombreux manuels

scolaires de mathématiques, à leurs yeux trop souvent déficients.

« Obligation de résultats »

Les « vérités » mathématiques des livres ne sont par exemple pas assez démontrées. S'ils proposent de remanier les programmes du lycée souvent critiqués, les auteurs s'inscrivent dans la lignée des programmes de 2016 pour ceux de l'école primaire en insistant sur le fait qu'il faut commencer à aborder les quatre opérations dès le CP. L'apprentissage des maths doit être explicite, progressif et respecter les trois étapes de la méthode dite de Singapour : manipuler, verbaliser, penser en termes abstraits. Chaque cours de maths doit aussi donner lieu à une trace écrite et compréhensible, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui. Le rapport propose aussi que chaque enseignant rende visite à des collègues dans les classes, plusieurs fois par an. Dernière exigence, et non des moindres, l'instauration d'une « obligation de résultats » mesurables en vérifiant trois fois par an les acquis des élèves au moyen d'items standardisés, définis par année scolaire. Ce sera ensuite au Conseil supérieur des programmes de préciser les items. ■ M.-E. P.

80 %

des instituteurs
sont issus
de filières
de sciences humaines

En fin de CM2, plus de 40 %
des élèves n'ont pas acquis
les connaissances de base
relatives au calcul mental
et aux opérations sur les grands
nombres et les décimaux.